

L'INDICATEUR 41

Novembre 2012

Tableau de bord de conjoncture

N° 60

Désormais, la conjoncture fait l'objet d'un suivi en continu sur www.pilote41.fr. Les graphiques sont mis à jour dès qu'une nouvelle donnée est disponible. Une analyse par grand thème et une synthèse sont publiées régulièrement. Ce sont ces textes qui sont regroupés ici afin d'en conserver la mémoire.

RELATIVE STABILITÉ DE L'ACTIVITÉ AU 3^{ÈME} TRIMESTRE EN LOIR-ET-CHER

La **croissance surprise du PIB national** au 3^{ème} trimestre (+ 0,2 %), portée notamment par la consommation des ménages et les exportations prouve à quel point la conjoncture est d'une grande volatilité. Ainsi, la production de biens et services a augmenté de nouveau après 5 trimestres de quasi-stagnation ; la production manufacturière a rebondi de 1 % durant l'été. Quelques signes de cette pause (momentanée ?) dans le repli de l'activité se retrouvent dans les indicateurs disponibles au niveau départemental, mais la **situation s'aggrave du côté de l'emploi et du chômage**.

Les chiffres d'affaires sont un peu supérieurs à leur niveau du 3^{ème} trimestre 2011. Il n'est pas tenu compte de l'inflation, mais l'enquête de conjoncture auprès des artisans montre que dans la grande majorité des cas, la hausse des coûts n'est répercutée qu'en partie. On peut donc considérer que l'activité s'est globalement maintenue. Les **offres d'emploi** recueillies par Pôle emploi sont d'ailleurs du **même niveau** qu'à l'été 2011. Comme au plan national, la bonne tenue des exportations n'est pas étrangère à cette situation. On constate également que **les investissements ne sont pas sacrifiés**. Leur montant est le plus élevé des trimestres estivaux des 3 dernières années. En revanche, la **baisse des importations** de produits manufacturés **et des nouvelles surfaces de locaux d'activités mises en chantier** montrent que les entreprises sont loin du plein régime. En témoigne également **l'affaiblissement important et persistant du recours à l'intérim**. Le taux de reste à recouvrer, qui permet habituellement de mesurer l'évolution des **difficultés financières** des entreprises semble aujourd'hui moins pertinent. La part des cotisations non perçues à l'échéance est en effet très modeste, mais un nombre croissant d'entreprises demande à ce que cette échéance soit repoussée, ce qui leur est le plus souvent accordé.

Pour l'économie départementale, un point critique réside dans la **dégradation dans la construction de logements** ; En effet, le tissu des petites entreprises du bâtiment est dense et réparti sur l'ensemble du territoire. Elles sont sans doute moins concernées par l'effondrement du collectif que par le recul prononcé de la maison individuelle. Cette évolution s'est déjà traduite par la suppression de nombreux postes de travail au cours du 1er semestre. Or le volume des nouveaux permis de construire ne cesse de se contracter.

Le marché du travail en Loir-et-Cher est d'ailleurs le grand perdant de la conjoncture morose qui caractérise jusqu'à présent cette année 2012. **Le nombre d'emplois a chuté de façon assez vertigineuse** (900 sur les six premiers mois), en particulier dans l'intérim. Ayant taillé prioritairement dans ses effectifs temporaires, l'industrie semble avoir été moins atteinte par les destructions de postes pérennes que les services.

Les entrées en chômage sont depuis plusieurs trimestres supérieures aux sorties. Il en résulte une **croissance du nombre de demandeurs d'emploi sur un rythme annuel qui va s'accéléralant** (+ 11 %). Le fort recul de l'offre d'emplois de courte durée (intérim en particulier) fait se creuser l'écart d'évolution entre les demandeurs n'ayant jamais travaillé (catégorie A) et l'ensemble des demandeurs ; l'augmentation est presque deux fois plus rapide pour les premiers.

Pour l'instant, la **situation sociale** apparaît **sous contrôle** : accroissement modéré du nombre de bénéficiaires du rSa (plus mesurée que dans le Centre et en France), stabilisation des dossiers de surendettement.

publié le 27/11/2012



Entreprises et activité économique

L'activité estivale s'est maintenue à un niveau comparable à celle des années antérieures, mais les signes de ralentissement persistent

L'activité s'est relativement maintenue au cours de la période estivale : le montant des chiffres d'affaires est très légèrement supérieur à celui de l'été 2012 : **+ 0,7 %**. Compte tenu de l'inflation, cela signifie que l'économie départementale a évolué sensiblement au même niveau ; rien de comparable donc avec le recul enregistré au trimestre précédent (près de 9 %). Le fait que l'on n'enregistre pas une forte baisse deux trimestres consécutivement est en soi une indication sur la crise que nous traversons ; celle-ci ne semble pas linéaire, ce qui offre des possibilités de rebond.

Le **maintien des exportations** à leur niveau antérieur (+ 0,5 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2011) explique sans doute en partie le résultat ci-dessus. A noter toutefois que le gain est modeste en comparaison de celui enregistré dans la région et le pays (autour de + 12 %). En revanche, **les importations continuent à se contracter sévèrement** (- 12,8 %) ; cette évolution tranche d'ailleurs nettement avec les territoires de référence qui connaissent une croissance parfois forte (France + 21 %, Centre : + 7 %). Sont particulièrement concernés par le repli la pharmacie, les machines et équipements d'usage général, les produits chimiques de base. A l'opposé, quelques branches ont importé davantage qu'en 2011 : équipements électriques (qui enregistre également une hausse marquée des exportations), les équipements automobiles et les équipements d'instruments de mesure et d'aide à la navigation. Au 30 septembre, le taux de couverture global est de 106,4 % pour le Loir-et-Cher, contre 104,4 % dans le Centre et 85,2 % en France.

Les autres indicateurs montrent une **situation** plutôt **contrastée**. Les **besoins en main-d'œuvre d'appoint** (intérim) sont **nettement inférieurs** à ceux de l'été 2011 (- 12 %). A l'inverse, les **investissements** font preuve d'une **bonne résistance**, selon les données des services fiscaux : un total de 92 millions d'euros, sensiblement plus élevé que celui du 3^{ème} trimestre de l'année dernière

(+ 13,7 %). Toutefois, les **misés en chantier** de nouvelles surfaces **de locaux d'activités** se sont de nouveau **réduites** (46 % de moins), en particulier dans l'industrie ; une évolution positive est néanmoins à signaler pour l'agriculture, la logistique et l'artisanat. En données cumulées sur 12 mois, le repli est important (- 33 %).

Le recours au **chômage partiel** est toujours très **modeste**. Environ 4 800 heures ont été consommées durant l'été. De même, la **santé financière** des entreprises **ne semble pas se détériorer** globalement : au 30 septembre, la part des cotisations non recouvrées à l'échéance par l'Urssaf s'établit à 1,86 %, soit au même niveau qu'un an auparavant. Ce taux montre une grande stabilité depuis plusieurs trimestres. Il doit toutefois être relativisé ; en effet, l'Urssaf reçoit un **nombre croissant de demandes d'étalement du paiement des cotisations** sociales et dans 88 % des cas (moyenne régionale), une suite favorable est donnée.

publié le 27/11/2012

Emploi et Marché du travail

L'emploi continue à se contracter au 2^{ème} trimestre

Selon les premières données de l'URSSAF pour le 2^{ème} trimestre, **le Loir-et-Cher aurait perdu 290 emplois en 3 mois** en données corrigées des variations saisonnières. A noter que les estimations du 1^{er} trimestre ont été très légèrement revues à la baisse (perte de 610 postes, contre 640 annoncés précédemment). Il s'agit du 4^{ème} trimestre consécutif de repli. A l'exception de l'Indre-et-Loire (croissance de 330 emplois), tous les départements de la région sont logés à la même enseigne, le plus atteint étant le Cher pour cette période.

Sur un an, le bilan est très nettement négatif pour le Loir-et-Cher avec une **perte globale de 1 200 emplois** (dont 900 au 1^{er} semestre 2012), soit - 1,5 %. La moitié de ces disparitions proviennent de l'intérim. Les services auraient

supprimé plus de postes que l'industrie (210 contre 190) ; le débours serait de 175 postes pour la construction. La zone d'emploi de Vendôme apparaîtrait la plus touchée avec un recul du nombre de salariés de 1,9 % sur un an, contre - 1,5 % dans celle de Blois et - 1,3 % dans celle de Romorantin (nouveau découpage des zones).

Deux autres départements de la région connaissent une situation plus dégradée que le Loir-et-Cher : le Loiret (- 1 900) et le Cher (- 1 700).

publié le 25/11/2012

Accélération de la croissance du chômage

Au **30 septembre**, le département compte **13 512 demandeurs de catégorie A** (n'ayant pas travaillé le mois précédent l'inscription) en données corrigées des variations saisonnières. Le mois de septembre a été particulièrement néfaste avec + 2,3 %. **Sur un an, le rythme d'accroissement s'établit à + 11,2 %**. Il est toujours inférieur à celui du Centre : + 13,4 % mais dépasse désormais la moyenne de la France métropolitaine (+ 10,1 %). L'écart d'évolution se creuse avec l'ensemble des **catégories A, B et C**, dont le nombre s'accroît de 6,2 % en un an (Centre : + 9,5 %, France métro : + 8,3 %) ; on recense **21 294 demandeurs** à la fin septembre (toujours en données corrigées).

Le **différentiel d'évolution** persiste **entre hommes et femmes** au détriment des premiers (+ 13,8 % contre + 8,2 % en rythme annuel pour la catégorie A).

Les rangs des **seniors** s'étoffent toujours plus rapidement que les autres catégories d'âge, mais l'écart s'est sensiblement amenuisé : **+ 14,8 %** sur un an contre + 10,6 % pour les 25-49 ans et **+ 7,7 % pour les jeunes** ; à noter que pour ces derniers, l'accroissement est 2 fois plus élevé dans le Centre. De même, la moyenne départementale masque des évolutions très contrastées entre territoires : moins de 5 % de hausse en Blaisois et Romorantinois, mais + 19 % en Vendômois. **L'accélération** du chômage est d'ailleurs un peu **plus sensible en Vendômois** (+ 12,6 % en un an en données brutes, catégorie A) que dans le Blaisois

(+ 11,6 %) et le Romorantinais (+ 9,2 %).

La part des **demandeurs inscrits depuis plus d'un an** (cat A, B et C) augmente un peu à **36,8 %**, mais demeure inférieure à son niveau régional (37,7 %) ou national (38,7 %). Leur nombre augmente de 8,2 % en un an (Centre : + 12,7 %).

Au 30 juin 2012, le **taux de chômage** du département s'établit à **8,6 % (+ 0,8 point en un an)** contre 9,2 % pour la région Centre (+ 0,8 point) et 9,7 % en France (+ 0,6 point). Pour les **3 principales zones d'emploi** (selon le nouveau découpage), le taux est nettement plus élevé dans celle de Romorantin (9,7 %) que celles de Blois (8,4 %) et de Vendôme (+ 8,2 %).

On constate deux tendances contraires pour les flux : **les inscriptions sont un peu moins nombreuses** en ce 3^{ème} trimestre qu'à l'été 2011 ; inversement, Pôle emploi comptabilise **davantage de sorties**. Toutefois, ces dernières sont de nouveau moins fournies que les entrées. Parmi les entrées les **fins de mission d'intérim** continuent à augmenter fortement (+ 16 %).

publié le 27/11/2012

Emploi et Marché du travail

Des offres d'emploi stables par rapport à l'été 2011

Au cours du 3^{ème} trimestre 2012, Pôle emploi a collecté **4 395 offres d'emploi**, soit **autant** qu'à l'été 2011. Ce résultat tranche nettement avec les forts reculs constatés dans les territoires de référence (Centre : - 17 %, France : - 21 %). En **données cumulées sur 12 mois**, le total est toutefois en net retrait sur le précédent (- 11,1 % en Loir-et-Cher, - 7,2 % en région et - 10,8 % dans le pays).

publié le 27/11/2012

Hôtellerie de tourisme

Rebond du taux d'occupation et du nombre de nuitées pour le mois d'octobre 2012

Les hôtels du département affichent des résultats fluctuants depuis le début de l'année. **Alors que le taux d'occupation enregistre un léger recul (- 0,4 %) au mois d'octobre, le nombre de nuitées progresse de 1,0 %** par rapport à octobre 2011.

En **cumul sur les 10 premiers mois de l'année**, ces dernières sont en **hausse de 3 %**, le printemps ayant été favorable au tourisme départemental. Les nuitées des clients français restent de loin les plus importantes enregistrées au cours du mois. Les résultats restent contrastés

parmi les clientèles étrangères : forte progression toujours pour les Suisses (+ 37 %) et les Etats-Unis (+ 17 %), repli très sensible pour l'Espagne (- 24 %) et l'Italie (- 18 %).

Alors qu'en Loir-et-Cher, le **taux d'occupation** cumulé sur les 10 premiers mois de l'année est **stable** par rapport aux 10 premiers mois de l'année 2011, celui de la région Centre recule de 0,4 point.

publié le 18/12/2012

Conditions de vie

Le marché du logement continue à se dégrader rapidement

Poursuivant une tendance de plus en plus affirmée, le **marché de l'immobilier départemental** s'est de nouveau **contracté** durant l'été, confirmant ce que laissait entrevoir le niveau des nouveaux permis enregistrés. Le nombre de **logements mis en chantier** entre début juillet et fin septembre (239) est **inférieur de 39 %** à celui du 3^{ème} trimestre 2011. Le recul est très marqué pour les habitations individuelles (- 30 %), mais davantage encore pour le collectif (- 87 %). En **données cumulées sur 12 mois**, la baisse s'accroît en conséquence (- 21 %). Ces évolutions négatives sont plus sensibles que pour l'ensemble de la région (- 14 %). Les **nouvelles autorisations** ne laissent de surcroît aucun espoir de reprise prochaine. Elles chutent encore très nettement, en particulier dans les logements collectifs. Le montant des transactions dans **l'immobilier ancien** (logements de deux ans ou plus) est également moins étoffé que durant l'été 2011 (- 11 %). Le cumul sur 12 mois est cependant un peu supérieur au précédent (+ 4,5 %) grâce aux bons résultats engrangés fin 2011 et début 2012.

Le nombre des **bénéficiaires du RSA** continue à augmenter régulièrement, mais de façon modérée. Sur le 2^{ème} trimestre, l'accroissement est de + 0,9 % en Loir-et-Cher, un peu en dessous des évolutions enregistrées en

France (+ 1,2 %) et dans le Centre (+ 1,4 %). **Sur un an**, le département est également moins atteint que les territoires de référence (+ 1,2 %, contre + 2,6 % en France et + 3,4 % dans le Centre).

Sur la période de 6 mois allant de début avril à fin septembre, le nombre de **nouveaux dossiers de surendettement** est **légèrement moins élevé** que durant la même période de 2011 en Loir-et-Cher (496, soit - 1,6 %), mais ce repli est plus modeste que dans le Centre (- 5,5 %) et en France (- 7,1 %). En **données cumulées** sur 12 mois, le total départemental est **quasiment du même ordre** que celui de la période antérieure (- 0,3 %) ; là encore, c'est moins que dans les territoires de référence (baisse de 3 à 5 %).

publié le 27/11/2012



PILOTE41

Retrouvez l'ensemble des éléments ayant trait à la conjoncture (suivi permanent, enquêtes de conjoncture, chiffres-clés actualisés en continu) sur [http://www.pilote41.fr/economie-et-conjoncture/observatoire de la conjoncture](http://www.pilote41.fr/economie-et-conjoncture/observatoire-de-la-conjoncture)

Réalisé avec le concours financier du Conseil Général

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT

Conception / réalisation : Observatoire

Publication électronique - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950